

Édito – Carrières Magazine #112 – Octobre 2024

Chères Carrillottes, Chers Carrillons,

La rentrée était riche en animations et en événements culturels et festifs, que vous retrouvez dans le retour en images. Après le traditionnel Forum de la Ville et des Associations, la 1^{re} édition de la nouvelle formule du vide-greniers a suscité l'adhésion totale de la centaine d'exposants et des chineurs, mettant notamment en exergue la fluidité des déplacements. Fort de son succès, cet événement sera renouvelé dès l'année prochaine.

Au cours du mois de septembre, nous avons également inauguré les 3 nouveaux équipements publics installés en pieds d'immeubles au cœur de la résidence des Alouettes : la crèche Petibonum, l'Espace de Vie Sociale Le Lien Carrillon et la Ludothèque des Alouettes.

Ces inaugurations marquent une étape majeure dans la réhabilitation du quartier que nous menons depuis notre arrivée à la tête de la Ville en 2008.

Le coût global de ces 3 équipements publics s'élève à 4,4 millions d'euros dont 1,8 million à la charge de la Ville et 2,6 millions provenant de financeurs publics.

La ville de Carrières-sur-Seine a pu compter sur le soutien de la Région Île-de-France, du Département des Yvelines, de la CAF et de l'Etat dans la réalisation de ces

3 équipements.

Ces dépenses, dans un contexte économique tendu pour les collectivités locales, représentent un effort financier considérable pour la Ville.

L'État, faible financeur de cette triple opération, poursuit parallèlement une politique aveugle et acharnée contre les villes n'atteignant pas les 25% de taux de logements sociaux sans la moindre considération pour l'état du parc social existant ou les capacités en équipements publics à accueillir de nouveaux habitants.

Ainsi, notre Ville disposant de 21,5% de logements sociaux a été proclamée carencée en 2024, avec une augmentation de l'amende à l'appui, parce que l'État considère que Carrières-sur-Seine doit accueillir plus d'habitants sans se préoccuper des conditions de vie de ceux qui sont déjà présents. Nous pensons exactement l'inverse !

Ce qui nous a conduit à procéder à la rénovation totale du quartier des Alouettes plutôt que de construire frénétiquement des logements sans autre stratégie qu'une logique purement comptable.

Dans un registre très proche, le ministre Bruno Le Maire en charge des Finances de la France ces 7 dernières années a accusé les collectivités locales d'être responsables de l'augmentation phénoménale de la dette de notre pays.

En réalité, les chiffres officiels* apportent un éclairage indiscutable sur la véritable origine de cette croissance fulgurante et catastrophique de la dette de la France, passée de 2 226 milliards d'€ au 3e trimestre 2017 à 3 228 milliards d'€ à la fin du 2e trimestre 2024, soit une augmentation de 1 000 milliards d'€ en moins de 7 ans, +45% ! Une véritable déroute financière.

Pendant la même période, la dette des administrations publiques locales** est passée de 200 à 250 milliards d'€.

Ces 50 milliards d'augmentation ne représentent donc que 5% des 1 000 milliards d'€ d'augmentation de la dette de ces 7 dernières années.

Le constat est totalement accablant pour le tandem Macron/Le Maire, monument d'incompétence et de suffisance, entièrement responsable d'une gestion cataclysmique des finances de notre pays, propulsant la France au bord d'une crise financière majeure.

Cette mise au point m'a paru nécessaire comme à beaucoup d'élus locaux offusqués de tels mensonges éhontés soient employés par les responsables de ce désastre pour tenter de s'exonérer de leur responsabilité écrasante.

Le dossier de ce numéro est consacré au syndicat de traitement des déchets au service du public, le SITRU. En effet, nous souhaitons vous présenter ce syndicat mixte dont l'acronyme évoque surtout la déchetterie et l'usine d'incinération des ordures ménagères, toutes deux situées à Carrières-sur-Seine.

L'impressionnante usine que vous apercevez depuis la route de Montesson alimente en chauffage et en eau chaude sanitaire 9 700 équivalents-logements à Carrières-sur-Seine, Chatou, Houilles, Montesson, Sartrouville et bientôt Rueil-Malmaison. Le réseau de chaleur Cristal Éco Chaleur, filiale d'ENGIE Solutions, produit un chauffage écologique et économique, avec des tarifs plus stables que ceux des énergies fossiles.

Grâce à ses performances environnementales exemplaires, le réseau de chaleur du SITRU a reçu en 2024 et pour la seconde année consécutive le label "Écoréseau+" de l'Amorce, premier réseau français d'accompagnement des collectivités dans leur transition énergétique.

Je vous souhaite une bonne lecture.

**Source : INSEE / l'État*

*** Les administrations publiques locales sont composées de toutes les collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale, communes) et des organismes divers d'administration locale (exemples : caisses des écoles, CCAS, chambres consulaires, etc.).*

[source budget.gouv.fr](http://source.budget.gouv.fr)